



Rapport d'activités 2018

Le Réseau RECI a pour mission de produire des ressources pour aider à la compréhension et à la mise en œuvre des politiques publiques en matière d'intégration, de lutte contre les discriminations et d'égalité des chances.

L'année 2018 a notamment permis :

- La conception d'un **module d'échanges de pratiques** pour des parcours d'intégration optimisés en vue de son déploiement en 2019 dans les territoires ;
- La **diffusion** de la note « Prévention des discriminations dans l'emploi : dix ans après, quel chemin parcouru ? » ;
- D'entamer les réflexions en vue de rédiger un « **Point de vue sur Logement et mixité** » (à paraître au 1^{er} semestre 2019) ;
- La valorisation et diffusion des ressources existantes avec la saisie de **560 nouvelles notices** dans la base de données bibliographiques et la réalisation et mise à jour de plusieurs bibliographies thématiques.

Le Réseau a également adapté son programme de travail afin de **répondre à l'actualité des partenaires**, en particulier dans le cadre du séminaire national organisé en partenariat avec le CNFPT, le CGET et le Défenseur des Droits consacré en novembre 2018 à la prévention des discriminations dans les collectivités.

Une **nouvelle stratégie de communication** sur les travaux et outils du réseau a été définie, permettant de rénover la charte graphique, créer une plaquette et renforcer la visibilité du Réseau.

réseau RECI
Ressources pour l'Égalité des Chances et l'Intégration
reseau-reci.org
contact@reseau-reci.fr

5 structures régionales

- IREV** Centre de ressources Politique de la ville
- ORIV** Centre de ressources Intégration, Discriminations Politique de la ville
- AVDL** Association Villeurbannaise pour le Droit au Logement
- ESPACE** Espace de Soutien aux Professionnel·le·s de l'Accueil et du Conseil aux Étrangers
- COFRIMI** Conseil et Formation sur les Relations Interculturelles et les Migrations

Notre mission : produire des ressources pour aider à la compréhension et à la mise en œuvre des politiques publiques en matière d'intégration, de lutte contre les discriminations et d'égalité des chances.

La base documentaire

Notre base documentaire en ligne comporte plus de 20 000 références actuelles accessibles à tous, gratuitement.

articles
ouvrages
supports multimédias
rapports publics
logement
lutte contre les discriminations
emploi
vieillesse
intégration
migrations
laïcité

biblio.reseau-reci.org

Nos dernières expertises :

- « Prévention des discriminations dans l'emploi : quel est le chemin parcouru depuis 10 ans ? »
- « Parcours d'installation des primo-arrivants et diversité des territoires »

Suivez notre actualité sur les réseaux sociaux

SCOOP Panorama de presse du réseau RECI
twitter @ReseauRECI

Le réseau RECI est aussi acteur du Forum européen sur l'intégration. Créé par la Commission européenne, il rassemble sur l'intégration dans les sociétés multiculturelles. Suivez son actualité sur Twitter @EWSIFrance.

cgét
LE DÉFENSEUR DES DROITS
LE MINISTRE DE L'ÉGALITÉ DES TERRITOIRES ET DE LA COHÉSION
LE MINISTRE DE L'ÉCARTILLOU ET DE LA MOBILITÉ
LE MINISTRE DE LA SANTÉ
LE MINISTRE DE LA JUSTICE
LE MINISTRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE, DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS
LE MINISTRE DE L'ÉCARTILLOU ET DE LA MOBILITÉ
LE MINISTRE DE LA SANTÉ
LE MINISTRE DE LA JUSTICE
LE MINISTRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE, DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

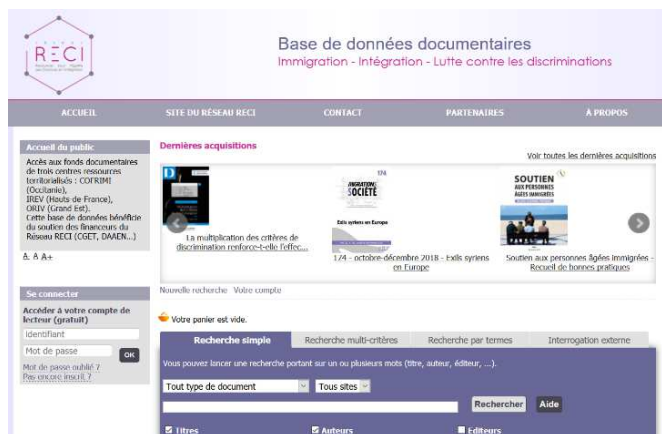
LA VALORISATION ET DIFFUSION DES RESSOURCES

➔ Base de données documentaire

Trois structures participent à cette action de manière régulière : Cofrimi, Irev et ORIV.

Pour rappel, la base de données documentaires comporte plus de 20 000 notices bibliographiques, donnant accès aux ressources produites sur les sujets de travail du réseau RECI et à certains sujets connexes (développement social urbain par exemple).

Pour élargir le champ de la recherche des internautes, la base de données est connectée à celle du Réseau des CRPV (COSOTER), offrant la possibilité de mener des interrogations externes et ainsi d'accéder à des ressources complémentaires et/ou localisées sur des territoires où le Réseau RECI n'est pas représenté.



En 2018, le Réseau RECI s'est attaché à :

- L'alimentation régulière de la base de données documentaire (<http://biblio.reseau-rci.org/>), par l'entrée de références bibliographiques (locales et nationales) comportant un résumé. **560 notices ont été réalisées en 2018** permettant de rattraper le retard de saisie de l'année 2017 qui était dû à un déficit de personnel.
- La réalisation de bibliographies.
 - En 2018, **deux nouvelles bibliographies** ont été réalisées sur les sujets suivants : « [Discriminations et accès au droit](#) » et « [Discriminations et logement](#) ». Elles sont accessibles sur le site du Réseau RECI depuis janvier 2019 ; Ces bibliographies seront également mises en ligne sous forme de dossiers documentaires en page d'accueil de la base de données documentaire du Réseau.
 - La bibliographie « [Laïcité](#) » a fait l'objet de mises à jour en avril et en décembre 2018. Elle est accessible sur le site du Réseau et sous forme de dossier documentaire à l'adresse : http://biblio.reseau-rci.org/index.php?lvl=etagere_see&id=16 Ce dossier documentaire a été consulté 153 fois en 2018 pour sa version complète (311 consultations de la 1^{ère} partie « Concepts »).
 - Une sélection de ressources sur la prévention des discriminations dans la Fonction publique territoriale à l'occasion de la journée d'actualité CNFPT – DDD – CGET – Réseau RECI du 22 novembre 2018 (les travaux sur discriminations et collectivités étant reportés à 2019).



<http://www.pearltrees.com/insetdunkerque/seminaire-discriminations/id22671674> [1300 vues]

En 2018, la base de données documentaire en ligne a connu une nette **hausse de fréquentation**. Les données présentées ci-dessous étant issues du système de gestion de la base documentaire (PMB) :

- Nombre de sessions (nombre de visites, quelle que soit la « page » consultée) : plus de 483 000 en 2018 (contre 35000 de mai à décembre 2017) ;
- Nombre de consultations des notices via le permalink (lien précis et pérenne d'une notice, ce lien peut être placé dans une bibliographie par exemple) : près de 55000 sur l'année 2018 (11000 de mai à décembre 2017) ;
- Près de 5000 documents numériques consultés (2000 de mai à décembre 2017).

On notera qu'afin d'augmenter la qualité du service rendu, la base de données permet désormais le stockage grande capacité des documents numériques, ce qui permet comme précisé ci-dessus d'augmenter la consultation des documents numériques.

Suite à ces consultations, des demandes documentaires parviennent aux différentes structures (demande d'emprunt de documents, de coordonnées de structures ressources...).

Une veille informative et documentaire permet d'optimiser l'alimentation de la base de données et est mise à profit pour le portail européen sur l'intégration. L'ensemble des membres du réseau contribue à cette activité de veille.

L'administration de la base de données est assurée par l'IREV et l'ORIV, tout comme l'assistance.

➔ Scoop-it immigration, intégration, discriminations

Depuis 2015, le Réseau a renforcé la mutualisation de ce travail de veille et alimente un panorama de presse sur internet

(<http://www.scoop.it/t/immigration-integration-lutte-contre-les-discriminations>).

L'alimentation de ce panorama et la communication sur cet outil a été poursuivie en 2018.

Elle est permise par la mutualisation de la veille au sein du Réseau à travers un espace de stockage partagé auquel l'ensemble des membres contribuent (plate-forme Diigo), une sélection étant ensuite opérée pour publication sur le scoop-it et/ou référencement dans la base de données documentaires.



Il y a eu 3403 visites sur le scoop-it pour l'année 2018 et 1665 visiteurs différents.

➔ Stratégie de communication

Le Réseau a fait appel à une mission de conseil sur la stratégie de communication. Sollicitée pour renforcer la communication sur les outils documentaires, la mission s'est orientée de manière plus globale vers :

- o une rénovation de la charte graphique afin de se doter d'une identité actuelle (nouveau logo, nouvelle typographie),

- la création d'une plaquette de communication (web et print), diffusée à l'occasion des différents événements auxquels le Réseau RECI a participé (séminaire franco-allemand EUKN à Strasbourg, séminaire femmes migrantes et discriminations à Lille, séminaire CNFPT – DDD – CGET – Réseau RECI) à Paris...et à une série de contacts en particulier dans le milieu universitaire. La diffusion doit être poursuivie en 2019.
- un renforcement de la stratégie numérique avec la création d'un compte twitter du réseau @ReseauRECI en complément du compte @ewsi_france, dont l'alimentation régulière sera effective en 2019.

➔ Veille et information sur les ressources

Les membres du Réseau RECI et ses partenaires (CGET, DAAEN, Musée national de l'histoire de l'immigration... etc.) produisent chaque année des outils, supports, éléments de connaissance utiles à la mobilisation et l'action locale. Le Réseau RECI renforcera sa communication afin de mieux valoriser les éléments produits ou repérés.

Pour répondre à un souci d'une plus grande valorisation et d'une meilleure diffusion de l'information et des ressources, il a été décidé de renforcer la veille sur les ressources dans le domaine de l'intégration et de la lutte contre les discriminations et d'étudier les modalités pour la rendre plus visible et accessible, en s'appuyant notamment sur les outils du Réseau : Base de données bibliographiques et panorama de presse.

➔ Site internet <http://reseau-reci.org>

Le site internet permet d'accéder aux productions du Réseau RECI : Notes, bibliographies thématiques.

Ont été mis en ligne en 2018 :

- Note de cadrage Intégration (626 téléchargements)
- Note « Discriminations et emploi : Quel chemin parcouru depuis 10 ans ? » (375 téléchargements)

Les statistiques de consultation du site internet durant la période de janvier à décembre 2018 font état de 1858 visites (contre 1800 en 2017), 1528 visiteurs différents (contre 2154 en 2017), et 3530 pages vues (contre 3822 en 2017).

Plus de **19 000 documents ont été téléchargés du site internet.**

Les documents les plus téléchargés sont :

- Recueil d'outils pédagogiques sur la laïcité – décembre 2016 (4239 téléchargements)
- Point de vue Sur... L'interculturalité comme enjeu d'intégration et/ou de prévention des discriminations, 2008 et 2009 (**1367** téléchargements)
- Bibliographie Mémoire de l'immigration (1234 téléchargements)
- Bibliographie « Personnes âgées immigrées » (1191 téléchargements)
- Bibliographie « Interculturalité » (1094 téléchargements)
- Point de vue sur... personnes âgées immigrées : un devoir de (re)connaissance pour une action adaptée à leurs besoins, 2013 (**1044** téléchargements)
- Point de vue sur... la laïcité au service du lien social, décembre 2016 (**555** téléchargements)
- « Les discriminations liées à l'origine réelle ou supposée dans le logement : état des savoirs », Réseau RECI, novembre 2015 (**828** téléchargements)

➔ **Portail européen sur l'intégration** [*financement Commission Européenne via Migration Policy Group*]

Depuis avril 2009, la Commission européenne a lancé un portail consacré à l'intégration des ressortissants de pays tiers, dans les 28 pays membres de l'Union Européenne : <http://ec.europa.eu/ewsi/fr/>. Ce portail a pour ambition de proposer un forum à l'ensemble des acteurs qui travaillent sur les questions d'intégration des pays membres, afin d'échanger des ressources, des contacts et des informations sur des projets et pratiques d'intégration.

Un réseau composé de 28 coordinateurs nationaux et d'un expert européen de l'intégration (Migration Policy Group – MPG) alimente quotidiennement le Portail.

En France, le réseau RECI, et en son sein l'ORIV assure le pilotage et la coordination du projet. Cette action consiste dans le recensement et la valorisation de ressources (nouvelles/actualités, documents, événements), la rédaction de « notes thématiques » (dont les sujets sont définis par la Commission Européenne), l'élaboration de fiches qui présentent des expériences novatrices sur le thème de l'intégration entendu au sens large, donc incluant la notion de discrimination. Il s'agit également d'assurer la promotion du portail européen sur l'intégration. Cette action, qui s'appuie sur les actions de veille et information sur les ressources, a été reconduite en 2018.

APPUI – ACCOMPAGNEMENT REFLEXIONS

➔ Prévention des discriminations dans l'emploi : dix ans après, quel chemin parcouru ?

En 2006, le réseau RECI présentait une note de cadrage sur la manière dont les entreprises appréhendaient la prévention des discriminations. A partir des ressources documentaires et des travaux d'étude disponibles, cette note pointait le fait que les discriminations au travail, et en particulier à l'embauche, étaient celles le plus souvent mises en avant. Ce sont également celles qui ont le plus donné lieu à la mise en œuvre d'actions.

Plus de 10 ans après, quel est l'état des savoirs ? Quelles sont les avancées, tant au niveau du cadre légal que des outils et des actions mises en place ?

Telles sont les questions qui ont guidé l'élaboration de la Note réalisée, qui propose, en s'appuyant sur les ressources documentaires disponibles et les pratiques observées par les membres du réseau RECI, d'actualiser l'analyse de la situation, dans un contexte où le cadre et la sémantique continuent d'évoluer.

La note a été finalisée et diffusée en mars 2018. Elle a été diffusée de la manière suivante :

- Mise en ligne sur le site du Réseau RECI http://reseau-reci.org/wp-content/uploads/2018/11/reci_note_discrimination_emploi_2018.pdf [375 téléchargements]
- Au niveau national : CGET (relais dans veille et Territoires), Un mailing a également été adressé à la presse spécialisée Gazette des communes, Lettre du cadre...
- Au niveau régional : réseaux d'acteurs locaux des membres du RECI (services de l'Etat, collectivités locales, associations, acteurs de l'emploi...)
- A l'occasion d'événements comme la journée d'actualité du 22/11/2018 à Paris organisée avec le CNFPT - CGET – DDD (65 participants), Policy lab EUKN « Two systems, one challenge : Integration in cities in Germany and France », le 25 juin à Strasbourg, Rencontres Emploi – RH « Comment promouvoir l'égalité et prévenir les discriminations dans les politiques RH ? » organisé par le CIG à Pantin (22/1/19).

➔ « Prévention et Lutte contre les discriminations dans les contrats de ville »

Les membres du Réseau ont poursuivi leur travail d'observation de démarches territoriales de prévention et lutte contre les discriminations en s'appuyant en particulier sur :

- Les démarches locales accompagnées par les membres du Réseau sur leur territoire respectif,
- L'observation de l'expérimentation lancée fin 2015 visant à renforcer l'accompagnement de la mise en œuvre des plans territoriaux de lutte contre les discriminations des nouveaux contrats de ville en particulier sur le plan de l'accès au droit.

Ces éléments seront consolidés en vue d'être valorisés à l'occasion d'un futur séminaire national à prévoir en 2019 dans le cadre du partenariat CNFPT – CGET, dans la suite du séminaire de novembre 2015 auquel le Réseau RECI et le DDD avaient été associés.

En effet, compte tenu de l'actualité, le CNFPT a souhaité privilégier en 2018 l'organisation d'une journée d'actualité « Agir contre les discriminations dans la Fonction publique territoriale. »

➔ « Agir contre les discriminations dans la Fonction publique territoriale. », Paris, 22 novembre 2018 – 65 participants

Organisée en partenariat avec le CGET, le Défenseur des Droits et le réseau RECI, cette journée d'actualité s'inscrivait dans la volonté du CNFPT de s'adresser aux différents services des collectivités impliqués dans la carrière des agents ou aux agents se situant en position de management d'équipe (ressources humaines, direction générale, chefs de services...). En effet, le principe de l'égal accès aux emplois revêt une importance fondamentale pour la fonction publique qui a vocation à être exemplaire dans le recrutement des femmes et des hommes selon « leurs capacités et sans autre distinction que celles de leurs vertus et de leurs talents » conformément à l'article 6 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen du 26 août 1789.

Cette journée a permis, dans un premier temps, de rappeler le cadre juridique de la non-discrimination dans la fonction publique territoriale, avec l'intervention d'Eva Ordinaire (Chargée de mission au sein du Défenseur des droits) et dans un deuxième temps de partager **l'état des lieux en matière de discriminations dans la fonction publique** et identifier les défis qui se posent aux collectivités pour garantir leur exemplarité

Pour cela, Yannick L'Horty (Professeur à l'Université Paris-Est Marne-La-Vallée) a offert une présentation détaillée des deux testings qu'il a menés sur « les discriminations dans l'accès à l'emploi public » et des résultats qui en découlent.



Si les discriminations apparaissent moins fortes qu'il y a quelques années selon les testings, se pose la question du pourquoi : une amélioration de l'action publique ou un marché du travail moins tendu ? Des questions et des défis soulevés, qui ont été repris et discutés par Milena Doytcheva (Sociologue à l'Université de Lille), qui s'est intéressée à la prise en compte de la prévention des discriminations dans l'action publique. L'occasion de rappeler l'enjeu d'une politique publique volontariste, qui doit venir cibler les critères plus exposés aux risques de discriminations (origine, orientation sexuelle, religion, etc.) ; et enfin de venir discuter les

différents référentiels (diversité) et différentes mesures (chartes, labels, etc.) mises en place afin de contrer ces mécanismes discriminatoires.

Le temps de l'après-midi a eu vocation à permettre l'échange d'expériences : quelles actions mener en faveur de la prévention des discriminations tout au long du parcours dans la Fonction publique territoriale (recrutement, gestion des carrières, gestion de situations discriminantes dans une équipe...) ? Sophie EBERMEYER (Grenoble Alpes Métropoles), Annaïg PIEDERRIERE (Conseil Départemental de Seine-Saint-Denis) et Philippe RIGOLIER (Nantes Métropole/Ville de Nantes) nous ont présenté la manière dont ils ont réussi à faire avancer, en interne de leurs collectivités, la prévention et la lutte contre les discriminations, avec pour objectif de poser les bases d'une stratégie locale pérenne et basée sur l'exemplarité. Ce partage d'expérience s'est vu renforcé par des apports méthodologiques de la part du Défenseur des droits, en la personne de Martin CLEMENT, sur la question de la mesure des discriminations.

Cette journée a rassemblé **65 participants**. Le **Réseau RECI a contribué à l'ensemble des étapes avec les partenaires**, en particulier : problématisation, identification et prise de contacts avec certains intervenants, communication, animation de la matinée, propos de conclusion.

En accompagnement de la journée, une sélection de ressources était proposée (cf. supra). Des interviews des intervenants (vidéos) doivent venir enrichir cette sélection de ressources et capitaliser la journée.

➔ **Qualifier les acteurs pour des parcours d'intégration optimisés**

Afin de répondre à l'enjeu de « renforcer la formation ou la qualification des acteurs en charge de mettre en place les parcours d'intégration dans les territoires », le réseau RECI a proposé la mise en place d'un module d'échanges de pratiques.

Pour la première année de ce projet d'envergure nationale, une partie du travail a consisté à construire le contenu du module d'échanges de pratiques d'une journée avec une partie modulable en fonction des réalités des besoins de chaque territoire (voir en PJ le support). Ce premier travail a été présenté aux services de la DAAEN (le 6 juillet et le 22 août 2018) pour validation. A partir de septembre, nous avons pu initier cette démarche, à titre expérimental, sur deux régions : le grand Est et la Normandie.

Pour permettre l'organisation d'une journée qui s'adresse aux professionnels et aux porteurs d'action œuvrant dans le cadre du parcours d'intégration, nous avons dû, au préalable, organiser un temps d'échanges avec les acteurs institutionnels de ces territoires, à savoir, les référents territoriaux « Intégration » soit de la DRDJSCS soit du SGARE, les DDCS et les responsables des services de l'OFII.

Une rencontre a eu lieu à Strasbourg le 21 septembre et une autre à Rouen le 21 novembre 2018. Ces deux temps d'échanges, suivis par Visio conférence par les différentes DDCS de ces deux territoires, ont permis de poser les bases d'un contenu partagé pour une journée à venir avec les professionnels.

Pour le grand Est, cette journée avec les professionnels s'est déroulée le 31 janvier 2019 à Nancy.

Pour la Normandie, un travail de diagnostic territorial doit d'abord être fait par les différentes DDCS au préalable à l'organisation de cette journée.

Pour permettre la poursuite de cette action à l'échelle de l'ensemble des régions métropolitaines, et compte tenu de la complexité de sa mise en œuvre (mobilisation des acteurs à la fois institutionnels et professionnels, montage des séances), le réseau RECI a présenté ce projet à tous

les référents territoriaux de France lors de la rencontre annuelle organisée par la DAAEN le 17 décembre 2018.

Cette intervention, portée par trois organismes du réseau RECI (ORIV, COFRIMI et ESPACE) a permis d'une part de présenter le travail du réseau RECI et des acteurs Ressources qui le composent et d'autre part d'explicitier et de clarifier ce projet et la mise en œuvre de la « formation-action » envisagée avec les acteurs pour les trois années à venir (convention pluri annuelle en cours).

A l'issue de cette présentation, trois nouvelles régions ont d'ores et déjà souhaité organiser cette action sur leur territoire.

➔ **Sollicitation Partenariat France - Québec**

L'organisation québécoise PROMIS a sollicité le réseau RECI en vue d'un partenariat en 2019 concernant un projet de coopération internationale dans le cadre de l'appel à projets lancé par la Commission permanente de coopération franco-québécoise : <http://www.mrif.gouv.qc.ca/fr/appels-a-projets/france/coop-institutionnelle/>.

Le réseau RECI a répondu favorablement à ce projet et accueilli une chargée de mission de PROMIS lors d'une mission exploratoire permettant de finaliser ce projet de partenariat. Une rencontre a eu lieu sur Paris avec plusieurs membres du RECI et deux visites sur le terrain ont eu lieu : à ESPACE à Marseille et au COFRIMI à Toulouse.

Ce travail préparatoire nous a permis de définir les contours de l'action à envisager, à savoir : "Ce projet de coopération permettra de générer et de transférer des connaissances pratiques et nouvelles en matière de régionalisation, et ce par une action conjointe visant un renforcement des façons de faire auprès des immigrants qui rencontrent des difficultés d'intégration socioprofessionnelle et économique au sein des deux pays d'accueils prioritaires dans ce projet, le Québec et la France".

LA MISE EN PERSPECTIVE PAR LA PRODUCTION DE CONNAISSANCES

➔ **Intervention sociale à destination des publics immigrés : quel renouveau des pratiques professionnelles ?**

L'année 2018 a permis la finalisation d'un « Point de vue sur » permettant de mettre en avant des points de vigilance et des leviers afin de répondre au défi de la construction des parcours d'intégration. Ces éléments pourront enrichir les réflexions des professionnels, notamment du travail social, sur la rénovation de leurs modes de faire, en particulier les réflexions sur le travail social communautaire.

➔ **Logement et mixité sociale**

Face à l'actualité de la question et aux nombreux enjeux mis en avant sur la mixité, le réseau a engagé une réflexion interne visant à réaliser « un point de vue » sur le sujet en 2019.

Après la réalisation en 2016 d'une bibliographie actualisée et d'une note documentée sur « les discriminations liées à l'origine réelle ou supposée dans le logement : état des savoirs » (2015), le Réseau a poursuivi cette réflexion en 2018 en travaillant à la capitalisation des premiers enseignements des démarches locales engagées autour de la conception des Conventions Intercommunales d'Attribution (CIA).

Il s'agit d'explorer comment, compte tenu des nouvelles orientations dans les politiques d'habitat, la lutte contre les discriminations est prise en compte et/ou mise en œuvre dans ces politiques prônant la mixité sociale dans l'habitat. En étudiant un échantillon des documents d'orientation adoptés dans trois de nos régions d'implantation (Hauts De France, Auvergne Rhône Alpes, Grand est), le réseau souhaite expliciter les enjeux d'égalité de traitement perçus dans ces évolutions, faire un point sur l'état d'avancement de la construction de ces outils et en tirer de premiers enseignements (freins et leviers).

Pour ce faire, les 3 DREAL concernées ont été rencontrées en 2018 et des temps de travail ont été consacrés aux retours d'information ainsi qu'à l'élaboration du plan de la note. Cependant, le retard généralisé des collectivités dans la construction de ces outils n'a pas permis, en 2018, d'avoir assez de matière à analyser. Ce travail de capitalisation sera donc amené à être poursuivi et finalisé en 2019.

➔ **Les discriminations dans le champ scolaire**

Dans le prolongement de la bibliographie réalisée en 2017, le Réseau avait proposé de rédiger une note documentée visant à réaliser un état des lieux des discriminations dans le champ scolaire : prégnance des phénomènes, mécanismes à l'œuvre et analyses des démarches menées au sein de l'institution ou dans le cadre de dynamiques partenariales. L'année 2018 n'a pas permis d'entamer ce chantier collectivement.

FONCTIONNEMENT DU RESEAU

➔ **Organisation de réunions de travail entre membres du Réseau (Directeurs(trices) / Chargés de mission et Chargés d'Information et de Documentation)**

Le réseau s'est rassemblé à 3 reprises pour des réunions de deux jours : 22-23 mars à Toulouse, 24-25 mai à Paris, 20-21 septembre à Strasbourg. Plusieurs réunions téléphoniques ont également permis de partager l'avancement des projets (février et décembre notamment). Ces réunions permettent la mise en commun des projets. Elles donnent lieu à un travail de production collective sur les sujets inscrits au programme de l'année mais aussi à un partage des problématiques de chaque territoire et des échanges sur l'actualité et les dossiers thématiques inscrits au programme de travail.

Ces temps de discussion permettent également le fonctionnement du réseau et ont une fonction prospective.

Néanmoins, il faut retenir que l'année 2018 a été une année marquée par une faiblesse de moyens humains du Réseau, notamment en raison de mouvements de personnel au sein des membres, et d'un manque relatif de disponibilité de l'ORIV et de l'IREV au second semestre, en particulier en raison des événements liés à la politique de la ville (la mobilisation de l'IREV sur les Journées nationales « 40 ans Politique de la ville » a ainsi conduit au report de la réunion prévue fin novembre).